La place faite au peuple / la place prise par le peuple dans un dispositif de démocratie participative

Marianne Doury

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rhetorique/467>

DOI : 10.4000/rhetorique.467

ISSN : 2270-6909

Éditeur

UGA Éditions/Université Grenoble Alpes

Édition imprimée

ISBN : 978-2-37747-084-6

Référence électronique

Marianne Doury, « La place faite au peuple / la place prise par le peuple dans un dispositif de démocratie participative », *Exercices de rhétorique* [En ligne], 7 | 2016, mis en ligne le 19 juin 2016, consulté le 12 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rhetorique/467> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rhetorique.467>

Ce document a été généré automatiquement le 12 septembre 2020.

Les contenus de la revue *Exercices de rhétorique* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Partage dans les Mêmes Conditions 4.0 International.

La place faite au peuple / la place prise par le peuple dans un dispositif de démocratie participative

Marianne Doury

1. Introduction

- ¹ On propose d'explorer ici la question des « figures du peuple » à partir de l'observation d'un dispositif visant précisément à donner une place accrue à la voix du peuple dans les processus de décision. Depuis la fin des années 1980 en effet, divers pays occidentaux expérimentent, à côté ou au sein même des institutions existantes, des dispositifs de démocratie dite participative. Ces expérimentations visent à enrichir les modes actuels de gouvernance par la mise en place de processus de concertation élargie, complémentaires des mécanismes de délégation prévus par le régime de démocratie représentative par lequel le peuple élit des représentants auxquels il donne mandat pour agir en son nom. Le développement de tels dispositifs au cours des vingt dernières années est tel que Cécile Blatrix¹ parle désormais de l'injonction participative, pour rendre compte du fait que le recours à des formes de démocratie participative semble être devenu nécessaire à toute prise de décision politique souhaitant apparaître comme légitime, devant ce qui est généralement désigné comme la crise de la représentation².
- ² En particulier, les conférences de citoyens (version française des conférences de consensus [*consensus conferences*] danoises³) entendent conférer un rôle aux citoyens ordinaires, à côté des experts et des politiques, dans le processus de concertation qui précède la prise de décision politique sur des sujets considérés comme cruciaux pour la société. Les conférences de citoyens mettent en jeu certaines des tensions qui traversent la notion de peuple, et que thématisent plusieurs des contributions à ce

dossier – en particulier, l’ambivalence du peuple vu comme une fraction de la population ayant « quelque chose de moins », et le peuple magnifié comme incarnation de l’essence même d’une nation. Dans cet article, on s’interrogera sur la place faite au peuple dans le dispositif « théorique », et la place prise par le peuple dans une des instanciations de ce dispositif : la conférence de citoyens sur les nanotechnologies, organisée en France par la région Île-de-France en 2007⁴.

2. Les conférences de consensus

- 3 La conférence de consensus est un dispositif de concertation mis en œuvre depuis les années quatre-vingt en Europe du Nord et dans les pays anglo-saxons, et qui s’inspire des conférences de consensus médicales américaines des années 1970⁵. Le projet politique à la base des conférences de consensus est d’élargir le processus de concertation sur la base duquel doit être prise la décision politique, au-delà des experts et des politiques, à d’autres acteurs, désignés en français comme des « citoyens », « citoyens ordinaires », « profanes », « membres du grand public », voire des « naïfs », ou, en anglais, comme des « *lay persons* », comme le « *general public* », ou comme des « *ordinary citizens* », que l’on peut considérer, sous différents aspects, on le verra, comme autant d’incarnations du « peuple ». Les conférences de consensus sont mises en œuvre en relation avec des sujets susceptibles d’avoir des impacts majeurs sur la société – et, le plus souvent, en relation avec des choix technologiques⁶ : sur les OGM, sur les changements climatiques, sur le devenir des boues domestiques ou ici, sur les nanotechnologies.
- 4 Les principes qui organisent les conférences de consensus sont *grosso modo* stables. Ces conférences visent à faire entrer en dialogue un groupe de « citoyens » ou « profanes », et un certain nombre d’experts sur un thème donné. Elles mettent en place, dans un premier temps, deux week-ends de formation au cours desquels les « profanes » sont exposés à des conférences d’experts⁷ visant à leur donner les bases techniques nécessaires à l’élaboration, au cours d’un 3^e week-end préparatoire, de questions-clés, qui sont transmises aux experts qui seront appelés à y apporter des réponses au cours de la conférence proprement dite.
- 5 Au terme des week-ends préparatoires se déroule la partie publique du processus (la conférence proprement dite) : sur une ou deux journées se tiennent des tables rondes organisées autour des thèmes retenus comme cruciaux par les citoyens. Au cours de ces tables rondes, les experts choisis par les citoyens lors des week-ends préparatoires sont invités à se présenter et à exposer rapidement leur position, puis à répondre aux questions que les citoyens leur ont transmises par avance ou qu’ils décident de leur adresser au fil des échanges.
- 6 Après les tables rondes, les membres du panel se retirent pour rédiger un avis reflétant idéalement un « jugement éclairé » élaboré, selon les termes de Philippe Roqueplo⁸, « en connaissance de cause », exposant la position du groupe, ainsi que des préconisations. Le texte ainsi rendu n’a que valeur consultative pour le gouvernement qui est à l’origine de l’organisation de la conférence.

- 7 La conférence de citoyens sur laquelle porte cette recherche s'est tenue en janvier 2007. Elle a été organisée par la Région Île-de-France (c'était même la première conférence de citoyens organisée en France au niveau régional) et a été consacrée aux nanosciences et nanotechnologies. Elle a suivi le canevas habituel : 3 week-ends préparatoires entre octobre et décembre 2006, une conférence publique le 20 janvier 2007, organisée autour de 5 tables rondes, structurées autour d'un thème et de questions-clés. La conférence publique s'est tenue sur une seule journée ; les citoyens ont délibéré à huis-clos le lendemain, et ont rendu leur avis public au cours d'une conférence de presse le lundi 22 janvier. C'est sur l'ensemble des échanges lors de la conférence publique⁹ que portera l'analyse.

2. Du profane au citoyen, du bas-peuple au peuple souverain

2.1. Modalités et critères de sélection du panel de citoyens

- 8 Avant de se demander en quoi le panel de citoyens, qui constitue l'acteur principal de la conférence, peut être considéré comme une figure du peuple, il convient de donner quelques informations sur les modalités et critères de sélection des individus qui le forment.
- 9 Dans le modèle danois, le recrutement du panel se fait sur la base du volontariat. Une annonce de la conférence est diffusée dans les médias avec un appel à candidature, et les volontaires envoient une lettre de motivation. Si leur candidature est retenue, ils répondent à un questionnaire ; finalement, entre 10 et 20 personnes sont sélectionnées pour participer au processus. Dans la mise en œuvre du modèle qui nous intéresse ici, le recrutement du panel de citoyens a été confié à un organisme de sondage, l'IFOP, essentiellement pour accélérer le processus. Quelle que soit la solution adoptée, la constitution du panel ne cherche pas à remplir des critères de représentativité : pour être représentatif de la population française, le panel devrait réunir de 100 à 1000 personnes. Ce qui est recherché, c'est la diversification, en termes de sexe, d'âge, de niveau d'étude, de catégorie socio-professionnelle, et parfois, d'origine géographique (parfois, mais pas dans le cas présent, puisque tous les membres du panel viennent de la région Île-de-France).

- 10 Avant toute chose, les individus retenus pour constituer le panel de citoyens doivent remplir deux conditions :
- Avoir le moins de connaissance possible au préalable sur le sujet en discussion ;
 - N'avoir aucun *intérêt* [l'expression, dans la littérature anglo-saxonne, est *vested interest*, « un intérêt direct »¹⁰] susceptible de le faire pencher d'un côté ou d'un autre.
- 11 L'exigence d'une forme de virginité épistémique des individus recrutés répond à un souci pas toujours explicité de maximiser la distance entre le panel de citoyens d'une part, et les experts engagés dans le processus, tant dans la phase préparatoire que lors de la conférence publique. La justification de la plupart des dispositifs participatifs étant de permettre, au-delà des experts et des élus, à d'autres catégories d'acteurs d'entrer dans la danse, ces nouveaux acteurs ne doivent pas ressembler à ces deux catégories traditionnellement impliquées dans les prises de décision. Cette exigence peut sembler paradoxale, l'objectif affiché de la conférence étant de permettre au panel de citoyens, par un dialogue avec des experts, de formuler un avis « informé¹¹ », « en connaissance de cause¹² », sur le sujet en débat. Mais ce paradoxe n'est qu'apparent. Il reflète une suspicion généralisée envers toute connaissance préalable sur le sujet, soupçonnée d'être soit erronée, soit biaisée : les organisateurs de la conférence souhaitent donc, autant que possible, partir de zéro, et nourrissent le fantasme de contrôler l'ensemble des connaissances apportées au panel sur le sujet en discussion au cours des sessions de formation.
- 12 Ainsi, alors que d'ordinaire, les notions qui apparaissent généralement en opposition à la catégorie de « peuple », et qui contribuent « en creux » à le caractériser, sont les notions de « profit », d'« argent », de « pouvoir », de « capital¹³ », le peuple s'oppose ici au « savoir ». Son « autre » est ici moins « le patronat » ou « la finance », que « les experts ». Ce peuple non-sachant doit néanmoins être éduqué, pour être amené au statut de « *well-informed citizen* ». En cela, on peut se demander si le « citoyen ordinaire » au cœur de la conférence ne fait pas écho, dans une certaine mesure, à la « figure du peuple enfant, à éduquer, à corriger, à détourner de ses coupables assuétudes (ivrognerie, sexualité débridée, poussées de socialisme) ; figure du peuple femme, évidemment hystérique (spectaculaire et versatile, suggestible et instinctif)¹⁴ ».
- 13 Par ailleurs, l'exigence de « neutralité », d'absence d'intéressement ou d'engagement partisan dans le débat, explique l'exclusion de tout militant, ou de tout représentant d'association. La disqualification de toute personne ayant reçu, d'une façon ou d'une autre, un mandat, se justifie par la volonté que l'avis émis au final par le panel de citoyens soit le fruit des interactions rendues possibles par la conférence, et ne soit pas contraint par des jeux de délégation ou des enjeux de fidélité partisane extérieurs au dispositif.
- 14 En bref, idéalement, les membres du panel ne devraient rien savoir, ni même *penser*, du sujet en débat avant la mise en œuvre de la conférence de citoyens.
- 15 Cette double exigence explique que les citoyens du panel soient avant tout définis négativement, comme dépourvu de toute légitimité élective, et comme « non-sachant » – d'où le terme de profanes souvent employé pour les désigner, ou l'adjectif « ordinaire » employé pour les qualifier.

2.2. Au départ, un panel défini par son absence de savoir

- 16 Cette absence de connaissance du sujet est affichée, et parfois sur-jouée par les membres du panel, comme on peut le voir dans les exemples suivants (il s'agit des premières prises de parole des citoyens, invités à se présenter et à dire ce qu'ils connaissent et ce qu'ils pensent des nanotechnologies, au cours d'un tour de table lancé lors du premier week-end préparatoire) :

Fatoumata : les nanotechnologies/ pour moi/ ça s'con- ça consiste en des micro-atomes\ (.) **j'peux rien vous dire de plus**/¹⁵

Francine : pour moi les nanotechnologies c'est des ben d'la technologie mais réduit à l'état minuscule en fait vraiment euh: très petit/ et euh pour moi ça peut faire pareil/ qu'une:: (.) **j'veux dire j'sais pas j'ai du mal j'avais du mal à à expliquer à l'enquêteur** (.) si un appareil peut être réduit mais à l'état vraiment infiniment petit/ (.) et i fra la même chose en fait (.) pour moi c'est ça (.) **XX j'peux rien dire de plus**

Stéphane : ben pour moi les nanotechnologies **ben j'connais pas grand-chose non plus**/

Sherazade : et:: donc des nanotechnologies **ben: pas grand-chose hein**/

Dominique : et: la nanotechnologie/ ben j'suis un peu comme: mes p'tits camarades/ (.) c'est-à-dire (.) c'est que'qu'chose de (.) infiniment petit/ (.) et puis euh: donc j'imagine / (.) peut-être pour faire: (.) tout c'qui est puce et tout ça **mais bon ça va se limiter à ça**

Animateur : et les nanos/ ça vous dit quoi/

Nicolas : alors les nanotechnologies/ euh pas grand-chose non plus/ (.) j'suis allé r'garder dans l'dictionnaire

Nicole : bon nano- nanopath- euh:: technologie [[rires des autres citoyens] **je n'savais pas c'que c'était**/ (.) [souriant] m'embrouillez pas hein (.) je n'savais pas c'que c'était/ **j'me suis renseignée**/ c'est quelque chose d'infiniment petit/

Jean-Yves : bon pour euh: c'qui concerne la nanotechnologie **moi j'connais pas grand-chose** (.) j'en ai entendu parler mais: (.) **en espérant apprendre quelque chose (.) de tout ça**

- 17 Par ces comportements, la plupart des membres du panel manifestent qu'ils « collent » à merveille à ce qu'on attendait d'eux : une absence quasi-totale d'information

préalable sur le sujet, mais une bonne volonté manifeste (puisqu'ils font état d'efforts pour aller chercher de l'information sur internet ou dans le dictionnaire, ou expriment l'espoir d'en apprendre davantage grâce à la conférence).

- 18 L'aveu récurrent de leur ignorance peut être vu comme une stratégie mise en place par les citoyens afin de préserver leur face en anticipant sur d'éventuelles critiques ; cet aveu est d'autant plus facile que l'ignorance est ambivalente, puisque c'est précisément cette appartenance au « peuple ignorant » qui justifie leur sélection comme membres du panel, et leur permet d'accéder au statut de « citoyens ».

2.3. Un panel citoyen

- 19 C'est en effet par le terme de « citoyens » que les membres du panel sont le plus souvent désignés.
- 20 Rappelons d'abord que l'appellation « conférence de consensus » (*consensus conference*), qui est le terme original et toujours utilisé en contexte anglo-saxon et dans les pays scandinaves, a été abandonné dans le contexte français pour l'appellation « conférence de citoyens », pour éviter les connotations négatives qui, en France, peuvent être attachées au terme « consensus » (connotations que résume l'expression « consensus mou »). Par ailleurs, « le choix du mot *citoyen* revêt une connotation politique immédiate qui correspond parfaitement au rôle attendu des participants cette conférence¹⁶ ». Pour Gilles Boëtsch¹⁷, « citoyen » est la formule moderne qui reprend l'idée de « peuple » mais sans le populisme¹⁸ ; les individus ainsi désignés bénéficient de la légitimité du « peuple-souverain », dont Christian Le Bart¹⁹ dit qu'il est sacralisé en démocratie, et soustrait en cela à toute critique. En tant que citoyens, ils prennent en charge « la forme la plus active de la vie en société », et constituent un « peuple politique », selon les termes de Bruno Pouly²⁰.
- 21 Cette élévation des membres du panel au statut de « citoyens » va de pair avec une mise entre parenthèses de leurs caractéristiques individuelles. Alors que le recrutement du panel obéit, on l'a dit, à un souci de diversification, le dispositif tend à gommer les différenciations entre les membres du panel, et à jouer sur le « peuple » comme « fiction unifiante », pour reprendre les termes de H. Desbrousses et B. Peloille²¹.
- 22 Cette ambivalence du statut de « citoyens » tel qu'il est accolé aux membres du panel, à la fois réduction et élévation, est manifestée clairement dans la scénographie de la conférence. Les experts sont introduits avec nom, prénom, titre, par le président de séance, alors que leur nom et prénom figurent déjà sur le carton posé devant eux ; ils répètent eux-mêmes ces informations en se présentant brièvement à l'oral avant leur intervention. Les citoyens du panel, pour leur part, ne sont identifiés que par leur prénom, ne font l'objet d'aucune autre spécification (en termes d'âge, profession, etc.) : il ne s'agit pas de dire qui ils sont, mais simplement de dire comment se référer à eux (« Shérazade va prendre la parole », « comme disait Paolo tout à l'heure²²... »).
- 23 De ce point de vue, la présentation des participants à la première table ronde par Roland Schaer est édifiante :

Roland Schaer : Jorge (.) Boczkowski est directeur de recherche à l'INSERM dans une unité de recherche qui travaille sur la psy- la physiopathologie et l'épidémiologie de l'insuffisance respiratoire donc les questions (.) respiratoires Georges Kutu.. je vais de gauche à droite Georges Kutukdjian est ancien directeur de la vision science humaine philosophie et éthique euh des sciences et des technologies à l'UNESCO (.)

euh Francis Quinn est physicien (.) au département de recherche euh de l'Oréal Annick Pichard est directrice adjointe du bureau d'évaluation du BERPC bureau d'évaluation des produits et agents chimiques je l'ai bien fait euh François Berger est maître de conférence et (.) dirige une unité de recherche de l'INSERM sur neurosciences pré-clinique dont l'intitulé est neurosciences pré-clinique et enfin euh Denis Tersen est directeur général adjoint de l'unité développement euh de la région Île-de-France (.) voilà c'est le (.) le groupe qui est à cette table Paolo Shérazade et Anne-Marie qui vont euh (.) commencer entamer les discussions nous avons ils ont préparé ces questions ils les ont (.) structurées je passe toute suite la parole à Paolo qui va présenter la première question

- 24 Environ un quart du volume de parole est consacré à la présentation des experts, le quart restant nommant rapidement les citoyens par leur prénom.
- 25 Le tableau ci-dessous récapitule les caractéristiques du dispositif qui renforcent ou affaiblissent la position des citoyens du panel, relativement à celle des experts (les astérisques initiaux soulignent ce qu'on peut considérer comme des atouts) :

La position des citoyens du panel	La position des experts
*** Ils sont au cœur du dispositif ; ils donnent son nom à l'événement (« conférence de citoyens ») ; selon les termes de l'organisateur de la conférence : « ce sont les vedettes de la journée ». Ils suivent le processus du début à la fin, et sont à l'origine de l'organisation structurelle de la journée et du choix des experts.	Ils n'ont pas participé aux week-ends préparatoires, n'interviennent pas dans l'organisation de la conférence, et ne participent qu'à une des tables rondes.
Légitimité dessinée « en creux ».	*** Légitimité attachée à un titre, statut, profession, activité.
Ils ne sont pas habitués à la prise de parole publique.	*** Ils sont habitués à la prise de parole publique.
Les citoyens sont traités comme des « invités » à la Cité Internationale Universitaire de Paris (« bienvenue ») ; ils y sont des étrangers.	*** Les experts et les organisateurs sont plus « sur leur terrain » à la Cité Internationale Universitaire de Paris.
*** Dans la structure d'échange, ils sont à l'origine d'actes de langage initiatifs (questions) ; ils décident de la clôture ou de la poursuite des échanges. Ils ont aussi le dernier mot (rédigent l'avis).	*** Ils disposent du savoir ; marquent cette asymétrie des compétences par la mise en place d'une rhétorique vulgarisatrice (<i>je vais vous expliquer..., ce qu'il faut bien comprendre..., X, qu'on appelle Y...</i>).
Leurs prises de parole sont brèves, et valent essentiellement pour les réactions qu'elles suscitent.	*** Leurs prises de parole sont considérablement plus développées que celles des citoyens, et valent par elles-mêmes.

3. Brouillage de l'opposition experts / citoyens

- 26 Cette opposition entre des participants-experts et des participants-citoyens, dont on vient de voir qu'elle valait pour bien des caractéristiques (compétence, type d'implication, temps de parole...), et qui est redoublée par la scénographie (le groupe d'experts faisant face au panel de citoyens), est dans une certaine mesure brouillée au cours de la conférence, à l'initiative de chacun des deux groupes.

3.1. Par les experts : revendication d'une citoyenneté partagée

- 27 Ce brouillage est parfois le fait des experts. C'est bien parce qu'ils sont citoyens, mais surtout, parce qu'ils ne sont *que* cela, que le terme est réservé aux panélistes. Corrélativement, cette exclusivité du terme de « citoyens » réservé aux membres du panel suggère que les experts, lorsqu'ils parlent en tant que tels, perdent leur citoyenneté. Or, pour être scientifiques ou politiques, ils n'en sont pas moins citoyens eux-mêmes ; et on peut observer des tentatives de recomposition des camps en présence, et des tentatives d'inclusion des membres du panel et des experts dans un même groupe plus large.

- 28 De telles recompositions « intégratives » interviennent généralement dans des moments de tension, et semblent correspondre à une volonté, de la part des experts, de se soustraire à une tonalité confrontationnelle mise en place par le panel de citoyens. C'est ce qui transparaît dans l'échange suivant, au cours duquel Annick Pichard, directrice adjointe du Bureau d'Évaluation des Produits et agents Chimiques, est interpellée par un membre du panel qui émet des doutes sur la capacité de la structure à laquelle elle appartient à garantir que des catastrophes de type « amiante » ne se reproduiront pas.

Annick Pichard : alors euh sur ce sujet-là la réponse euh j'dirais on a l'outil/ réglementaire pour ça [...] il va de soi que dans le cadre des nanoparticules la préoccupation est réellement présente (.) et que euh (.) il y a des travaux en cours pour justement (.) bien évaluer ces risques euh pour les travailleurs (.) alors **tant qu'on a pas toutes les réponses auxquelles on aspire tous finalement** pour connaître la toxicité de ces substances y a des moyens qui existent c'est d'abord d'utiliser des moyens j'dirais collectifs / euh de prévention

- 29 Dans sa réponse, Annick Pichard opère à une forme de dédoublement, et fait entendre deux voix : celle de l'experte représentant le BERPC, et qui met en avant le dispositif supposé garantir l'innocuité des produits chimiques ; et la citoyenne, partageant les préoccupations et les aspirations des citoyens du panel.

- 30 Le recours à une stratégie similaire est déclenché par des circonstances similaires – c'est-à-dire après une question d'un membre du panel qui peut être comprise comme une mise en cause de l'expert, à travers l'institution qu'il représente. Ainsi, Jean-Pierre s'adresse à Guy Paillotin, ancien président de l'INRA, dans les termes suivants :

Jean-Pierre (2 :22'35") : ma remarque va pas être: personnelle/ mais quand vous nous dites les réglementations/ sont difficiles\ (.) alors on a créé l'AFFSA l'AFFSU/ l'ASLO/ la::: (.) vous croyez qu'vous allez arriver à faire sim/ple un jour quand même/

Paillotin répond alors :

Guy Paillotin : non mais moi j'fais (.) moi j'fais rien/ hein [riant] non mais excusez-moi **on est en démocratie nous faisons tous ensem/ble** ça i(l) faut i(l) faut s'en rendre compte/ (.)

Cette tentative de recomposition des camps, qui inclut Jean-Pierre et Paillotin dans le vaste ensemble des citoyens français, et à ce titre tous co-responsables des politiques menées, semble motivée par une volonté de se soustraire à la critique émise par le membre du panel.

3.2. Par les citoyens : rééquilibrage de l'asymétrie des compétences

- 31 Mais ce qu'on observe avant tout au fil de la conférence, c'est une appropriation, par les membres du panel, du rôle qui est attendu d'eux, et une imprégnation progressive de leur légitimité, qui leur permet de passer, de la figure du peuple enfant, à éduquer, ou du peuple femme, à « raisonner », à la figure du peuple souverain, habilité à mettre en question experts et pouvoirs publics, et à exprimer sa volonté – dans un processus d'« empowerment » dont il s'agirait d'identifier les limites.

- 32 Cette pleine prise en charge de leur rôle de citoyens passe d'abord, pour les membres du panel, par une forme de correction de l'asymétrie originelle entre leur statut de non-sachants et les experts connaissant. Non seulement les timidités originelles qui apparaissaient lors des séquences de présentation reproduites précédemment disparaissent presque totalement, mais les citoyens montrent qu'ils disposent désormais d'un certain niveau d'information sur la question débattue, et vont même, ponctuellement, jusqu'à assumer des tâches en principe réservées aux experts. C'est ce qu'on peut observer par exemple dans l'extrait suivant, où Pascal prend en charge ce qu'il catégorise comme une « explication », introduisant un *distinguo* entre des « nanoproducts naturels » et ce qu'il appelle des « nanoproducts anthropomorphiques ».

Pascal : oui bonjour euh j'étais très intéressé par ce qu'a dit madame Lepage en mettant en valeur le rôle du consommateur final ça c'est tout à fait intéressant **mais euh j'voudrais aussi expliquer** qu'y a une petite ambiguïté sur les nanoproducts/ (.) y a les nanoproducts NATurels (.) qu'on n'pourra jamais éviter/ (.) et puis y a des nanoproducts (.) anthropomorphiques/ (.) qui euh:: on peut introduire des choses à l'intérieur sans qu'ça soit visi/ble puisque c'est invisible (.) alors euh j'crois qu'**i(l) faudrait qu'le public comprenne** que ça existe partout (.) à l'état naturel/ (.) mais que le danger vient/ (.) de l'introduction possible/ (.) de nanoproducts euh manufacturés/ (.) dans lesquels on introduit/ (.) certains certains autres éléments

- 33 Cette séquence est d'autant plus incongrue que « l'explication » que Pascal produit est, dans les faits, adressée au panel d'experts – qui n'a aucunement besoin qu'on lui explique la distinction –, alors qu'elle est en fait destinée au « public » ; et on voit que Pascal prend ponctuellement le relais des experts pour diffuser le savoir relatif aux nanotechnologies auprès du grand public.
- 34 Enfin, les membres du panel citoyen vont parfois jusqu'à mettre en cause la compétence de leurs interlocuteurs experts, sur la base d'autres expertises dont ils ont eu connaissance, et qu'ils mentionnent explicitement ou non. Ainsi, Fatoumata, contestant l'affirmation de Francis Quinn, chercheur chez L'Oréal, selon laquelle les cosmétiques contenant des nanoparticules ne peuvent pas passer la barrière de la peau, lui oppose une autre étude, réalisée par d'autres experts, et arrivant à la conclusion inverse :

Fatoumata : mais y a : y a un article des chercheurs de la Nasa/ (.) qui disent tout à fait l'inverse/

Quinn : un article des chercheurs de : de Nasa/

Fatoumata : oui/ que moi j'ai pu trouver sur Internet/ (.) [donc euh:: là encore c'est

Quinn : [ouais

Fatoumata : contradictoire/ donc euh (.) QUI croire/

Quinn : euh: (.) sincèrement je suis pas au courant de des des travaux par par les gens de::

- 35 L'opposition ici n'est aucunement adoucie par Fatoumata, qui insiste sur la radicalité du désaccord (« *tout à fait l'inverse* »), suggère un défaut d'information de l'expert (« *un article que moi j'ai pu trouver sur Internet* »), et qui interroge explicitement la crédibilité de son interlocuteur (« *qui croire* »).

- 36 De façon similaire, Anne-Marie met en cause les résultats d'une étude mentionnée par le même Francis Quinn en faisant état d'un cas où le jugement d'innocuité serait mis à mal :

Francis Quinn : donc les résultats de Nanoderm qui étaient rendus l'été euh l'année dernière 2006 donc ont démontré qu'il y avait aucune pénétration de TIO₂ dans le corps suite à une application topique [topique ?] donc une application euh sur le corps

Anne-Marie : **à moins qu'il y ait peut-être une entaille dans la peau** si on se si on met la crème en sur la peau s'il n'y a rien ça va mais si il y a (.) une écorchure est-ce qu'on est pas sûr que lala crème en question rentre dans la peau (.) c'était qu'une conclusion [sourire] je finissais

- 37 La remarque d'Anne-Marie, qu'elle catégorise « à la baisse » comme une conclusion, n'en constitue pas moins clairement une objection aux propos de Francis Quinn (comme en témoigne le « *à moins que* » introductif). Cette objection se nourrit en réalité des propos d'un expert lors d'un des week-ends préparatoires ; mais Anne-Marie n'y fait aucune allusion explicite, ce qui donne le sentiment qu'elle s'adosse à ses ressources propres pour contredire l'expert.

- 38 Quoi qu'il en soit, même si les formulations pourraient parfois laisser penser que les membres du panel revendiquent une compétence technique sur les nanotechnologies au point de chercher à apparaître comme des experts face à d'autres experts, dans l'ensemble, on a juste le sentiment d'assister à des échanges « décomplexés » du point de vue de la répartition inégale des connaissances. Et si la tonalité des échanges donne parfois l'impression que les rapports de force se sont inversés et que la légitimité supérieure est du côté du panel, ce n'est pas parce que l'équilibre des compétences aurait basculé, mais parce que les membres du panel parviennent, dans une certaine mesure, à faire jouer d'autres formes de représentativité auto-construite, qui donnent du poids à leurs interventions, au-delà de leur légitimité individuelle.

- 39 En premier lieu, il apparaît clairement que les citoyens qui prennent la parole au cours de la conférence le font d'abord en tant que membres du panel, et au nom de ce panel, dont ils sont avant tout le porte-voix. On peut considérer qu'il s'agit là d'une réussite pour les organisateurs de la conférence. En effet, un des objectifs importants assignés au facilitateur professionnel qui suit les membres du panel tout au long du processus est de le faire exister en tant que groupe. Il s'agit d'une condition nécessaire pour préserver la mobilisation des citoyens en vue de la conférence finale et de la rédaction de l'avis, et d'une condition du travail en groupe. On peut considérer que cet objectif est atteint, dans la mesure où la plupart des « nous » énoncés par des membres du panel renvoient à « nous, les panélistes ».

40 Ainsi, dans l'intervention suivante,

Paolo : Bonjour (.) donc **je voulais poser une question** en premier lieu à Monsieur Francis Quinn (.) euh sachant qu'en fait l'Oréal est une entreprise phare\ et reconnue euh et que de plus les u- les produits sont utilisés par beaucoup de citoyens euh **nous voulions savoir** si euh les recherches quelles sont les recherches sur la toxicité des produits euh sont faites par vos laboratoires\ de quelle manière\ et quels sont les résultats/

si Paolo parle en « je » pour renvoyer à la source « matérielle » de la question, ce « je » reste en fait un porte-voix pour des interrogations définies collectivement : « nous voulions savoir si [...] », « nous aimerions savoir [...] ».

41 En face de ce « nous », les experts s'expriment essentiellement en « je » ou par des tournures impersonnelles ; les « nous » qu'ils mobilisent ponctuellement bénéficient certes d'un certain prestige (« nous autres médecins », « nous autres chercheurs »), mais mobilisent un collectif *in absentia* – alors que le collectif auquel s'adossent les membres du panel est bien présent.

42 La spécification apportée par Paolo à l'évocation des produits L'Oréal (« les produits sont utilisés par beaucoup de citoyens ») suggère qu'en réalité, l'instance ultime de légitimation des interrogations est à trouver hors du cercle des personnes en présence : c'est en dernier ressort au nom de « beaucoup de citoyens » (vus ici comme des consommateurs potentiels ou effectifs) que le panel, par la voix de Paolo, interroge les experts – et invite ici le chercheur de L'Oréal à se prononcer clairement sur la toxicité des produits.

43 D'une façon plus générale, on peut considérer que l'évocation, par les membres du panel, des possibles victimes d'effets indésirables des nanotechnologies, aussi bien que l'évocation de possibles bénéficiaires, contribue à construire une légitimité élargie des questions portées par les citoyens. Ainsi, lorsque Shérazade, dans l'exemple qui suit, se soucie des risques pour les travailleurs (ou, ailleurs, se demande ce qu'il en est « du mécano »), elle parle *au nom* des travailleurs, et non en son nom propre.

Shérazade : alors euh moi vous: étiez en train d'parler d'éthique (.) euh:: éthique je veux bien/ (.) mais: y a quand même des produits toxiques qui sont quand même mis sur les marchés/ (.) euh:: j'veais r'bondir sur l'affaire de l'amiante/ (.) euh:: y a:: ça a fait euh des: dégâts/ (.) et **moi je m'intéresse (.) à:: l'utilisation des produits avec des nanoparticules notamment par les TRAvailleurs/ (.) et: et les effets que cela peut avoir euh: (.) euh: sur eux/** et surtout sur la manipulation/ (.) de ces matériaux/

44 Plus largement encore, lorsque Nicole justifie sa question sur la contribution possible des nanotechnologies à la préservation de l'environnement, parce que, dit-elle, « c'est un thème majeur de société » (voir exemple ci-dessous), au-delà de son propre intérêt pour cette question, ce sont les préoccupations de l'ensemble des habitants de la planète qui justifient potentiellement sa prise de parole.

Nicole : oui (.) aujourd'hui/ (.) les nanotechnologies (.) c'est un thème majeur de société\ (.) la es- excusez-moi (.) aujourd'hui/ (.) la protection de l'environnement/ (.) **c'est un thème majeur de société** (.) car elle soulève des inquiétudes\ (.) est-ce que les nanotechnologies permettront-elles d'avoir un environnement plus sain/ (.) et de quelle manière\

4. La figure de « celui à qui on ne la fait pas »

45 En bref, les membres du panel ne parlent toujours pas en tant qu'experts – puisque les week-ends préparatoires ne suffisent bien évidemment pas à leur faire acquérir ce statut ; mais ils ne parlent plus non plus en tant qu'ignares. Par ailleurs, ils légitiment leurs questions par l'adossement à des collectifs plus ou moins étendus, du panel de citoyens à l'ensemble de l'humanité. Reste à caractériser le positionnement qu'ils construisent à travers notamment l'activité argumentative à laquelle ils se livrent ; et il me semble que de ce point de vue, la mobilisation récurrente d'argumentations par le précédent²³ contribue, de façon décisive, à la construction de la figure du peuple trop souvent tenu pour quantité négligeable par les lieux de pouvoir, désinformé, manipulé ; mais aussi du peuple conscient de cette condition, du peuple « qui n'est pas dupe », « à qui on ne la fait pas », ou « à qui on ne la fera plus ».

46 Ainsi, les citoyens du panel, lorsqu'ils invitent les experts à se prononcer sur les risques potentiels liés aux nanotechnologies, justifient leur question par l'invocation de précédents, c'est-à-dire d'événements antérieurs, présentés comme similaires, et susceptibles de fonder les inquiétudes exprimées par les citoyens. C'est ce que fait Abib lorsque, dans l'exemple ci-dessous, il évoque le cas du porte-avion Clemenceau à propos des applications militaires des nanotechnologies :

Abib : dans le domaine de la marine est-ce qu'on on risque/ pas de retrouver le même problème que l'Clemenceau avec un porte-avion baladeur euh

47 Mais dans la plupart des cas, l'évocation des précédents vise à corriger les propos des experts, jugés excessivement optimistes, voire lénifiants, par les citoyens du panel. Ainsi, à Mouloud Behloul, qui affirme que l'utilisation des nanomatériaux dans le bâtiment ne pose aucun problème en termes d'environnement ou en termes sanitaires, Paolo répond en invoquant l'affaire de l'amiante :

Mouloud Behloul : [...] donc de notre côté à nous y a aucun risque aucun

Paolo : excusez-moi (.) excusez-moi de:: de continuer/ mais pour l'amiante: (.) au départ y avait pas d'risque non plus/ [blanc de quelques secondes] et i(l) d'vait y avoir aussi des normes/ à l'époque/ aussi/ je suppo/se (.) euh j'suis pas spécialiste dans l'bâtiment/ mais (.) y a toujours des nor/mes (.) y a toujours plein d'choses qu'on d'vrait faire/ mais:: les risques sont là/ (.) et après on voit les conséquences/ mais toujours tardivement/ (..) donc euh::

48 L'argumentation par le précédent vise à mettre en doute l'affirmation d'innocuité avancée par l'expert, et, sur la base du parallèle avec l'amiante, invite à conclure à l'existence de risques liés aux nanotechnologies. Ce parallèle avec l'amiante revient de façon récurrente, tant lors des week-ends préparatoires que lors de la conférence elle-même ; mais il n'est pas le seul à être invoqué par les citoyens du panel. Toujours en réaction avec l'affirmation de Mouloud Behloul selon lequel, dans le bâtiment – du moins dans sa propre pratique professionnelle – on n'a raisonnablement à craindre aucun risque, Nicolas réagit en invoquant un premier contre-exemple emprunté au même secteur d'activité, puis élargit à d'autres cas bien plus éloignés (à nouveau l'amiante, mais aussi Bhopal, et encore les OGM dans l'exemple qui suit), mais présentés comme pertinents dans l'invitation à la méfiance envers les technologies qu'ils étayent :

Nicolas : excusez-moi y a eu des soucis/ **puisqu'on a été obligé d'raser des: (.) des bâtiments/ notamment dans les Alpes/** (.) euh:: notamment avec des bétons euh qui avaient des soucis/ (.) c'est j'voulais vous demander un peu: notamment vous/

monsieur Belhoul et monsieur Gouzenes/ (.) quels étaient vos champs d'application/ euh:: (.) de par rapport aux entrepri/ses: \ (.) parce que on nous a pas révélé grand-chose **j'sais qu'vous allez p't'être pas tout nous dire**/ mais euh (..) et puis ensuite on peut mettre un peu en doute la parole des industri/els\ (.) notamment j'rebondis sur la question d'mon collègue sur le (.) sur **l'amiante**/ ou (.) ou:: toutes les catastrophes qui s'sont produit à travers le mon/de euh\ (.) euh **Bhopal**/ j'en ai parlé tout à l'heure/ ou d'autres choses/ (.) euh: où les industriels garantissent tout/ (.) au moment d'la sortie du produit et puis euh (.) après sur la mise:: sur l'marché et bien: (.) on voit d'autres choses quoi

- 49 La méfiance exprimée par Nicolas face aux propos rassurants de ses interlocuteurs experts est le fruit du peu de crédibilité qu'il leur accorde, et qu'il explicite (« j'sais qu'vous allez p't'être pas tout nous dire »), puis renforce par l'évocation de ce qui, pour lui, constitue des exemples de dissimulations volontaires de dégâts causés par des industriels.
- 50 Tout au long de la conférence, l'évocation du nucléaire, des OGM et même de la guerre en Irak sous-tendent des argumentations par le précédent visant le même type de conclusion. L'avis lui-même, émis par les membres du panel, justifie les inquiétudes vis-à-vis des nanotechnologies par l'invocation des précédents (nommément, dans l'avis, l'amiante et le nucléaire) :

Avis : « Cette absence d'évaluation ou de connaissance du grand public sur les risques laisse la porte ouverte à toutes les présomptions, toutes les inquiétudes. Celles-ci s'enrichissent des craintes liées aux expériences passées comme l'amiante, le nucléaire... »

- 51 En mobilisant ainsi de façon récurrente des argumentations par le précédent, les citoyens du panel se posent comme les dépositaires d'une sorte de mémoire du peuple, qui nourrit sa compréhension des situations auxquelles il est confronté, fonde ses jugements de dangerosité, et détermine le degré de confiance qu'il convient d'accorder aux interlocuteurs en fonction de leur groupe d'appartenance. Sur cette échelle de crédibilité, les industriels et les politiques figurent clairement plus près du pôle de la défiance, les scientifiques financés par l'État (qui incarnent la figure de « l'expert indépendant ») sont sans doute au sommet de l'échelle, les chercheurs financés par des fonds privés étant entre les deux.

5. Conclusion

- 52 C'est bien un peuple critique, qui apprend de l'histoire, se positionne de façon autonome, s'informe mais évalue les expertises, vis-à-vis desquelles il exprime son accord ou émet des objections, qui se manifeste à travers cette conférence de citoyens de 2007. Cette capacité des membres du panel à occuper la place qui leur avait été faite par le dispositif, à s'en emparer, à s'approprier le rôle qui leur était proposé pour en faire leur propre version du « citoyen informé, critique et vigilant », a été soulignée par de nombreux commentateurs ; il n'en reste pas moins que l'effet politique de cette conférence – et plus largement, des différentes mises en œuvre de dispositifs participatifs – est extrêmement difficile à évaluer, au point qu'on a parfois le sentiment que le niveau et la qualité de l'engagement des citoyens du panel dans la conférence n'aboutissent finalement qu'à la seule conclusion qu'ils en étaient capables, sans autre effet sur les décisions ultérieures ni sur le renouvellement du débat public²⁴ : de ce

point de vue, les citoyens du panel, au terme de la conférence, risquent bien d'avoir le sentiment de n'avoir été qu'une énième incarnation de la figure du peuple floué.

NOTES

1. C. Blatrix, « La démocratie participative en représentation », *Sociétés contemporaines*, 2-74, 2009, p. 97-119.
2. Voir notamment D. Boy, P. Roqueplo & D. Donnet-Kamel, « Un exemple de démocratie participative : la “Conférence de citoyens” sur les organismes génétiquement modifiés », *Revue française de Science Politique* 4-5, 2000, p. 779-810 ; D. Bourg & D. Boy, *Conférences de Citoyens, Mode d'Emploi*, Paris, Éditions Charles Léopold Mayer, Descartes et Cie, 2005 ; M. Doury & P. Lefébure, « ‘Intérêt général’, ‘intérêts particuliers’. La construction de l'*ethos* dans un débat public », *Questions de Communication*, 9, 2006, p. 47-71.
3. Les conférences de consensus ont été développées au Danemark (par le Danish Board of Technology) en 1987 comme une méthode d'implication du public, dans le prolongement des conférences médicales organisées aux États-Unis dans les années 1960 (I. E. Andersen & B. Jaeger, « Scenario workshops and consensus conferences : Towards more democratic decision-making », *Science and Public Policy*, 26, 1999, p. 331-340).
4. Cet article s'inscrit dans le prolongement d'une recherche initiée dans le cadre de l'ANR PNano (2009-2012) (Projet intitulé « Chimères nanobiotechnologiques et post-humanité. Promesses et prophéties dans les controverses autour des nanosciences et des nanotechnologies », sous la direction de F. Chateauraynaud, GSPR/EHESS).
5. D. H. Guston, « Evaluating the First US Consensus Conference : The Impact of the Citizens' Panel on Telecommunications and the Future of Democracy », *Science, Technology, and Human Values*, 4/4, 1999, p. 451-482 ; S. Joss & J. Durant dir., *Public participation in science. The role of consensus conferences in Europe*, Londres, Science Museum, 1995.
6. *Ibid.* ; D. Bourg & D. Boy, *Conférences de Citoyens, Mode d'Emploi*, *op. cit.* Le plus souvent, mais pas toujours : une conférence de consensus a ainsi été organisée en février 2013 sur la prévention de la récidive.
7. « Expert » est à prendre ici au sens large de « *person with relevant knowledge exceeding general knowledge, including representatives of interest or activist groups.* » (J. Goven, « Deploying the consensus conference in New Zealand : democracy and de-problematization », *Public Understanding of Science*, 12, 2003, p. 423-440 ; p. 425).
8. P. Roqueplo, *Entre savoir et décision, l'expertise scientifique*, Paris, INRA éditions, 1997.
9. Je dispose d'un enregistrement vidéo de l'ensemble de la conférence publique, ainsi que de la transcription de la totalité des échanges.
10. C. M. Hendriks, « Participatory storylines and their influence on deliberative forums », *Policy Sciences*, 38, 2005, p. 1-20.
11. D. Bourg & D. Boy, *Conférences de Citoyens, Mode d'Emploi*, *op. cit.*
12. P. Roqueplo, *Entre savoir et décision, l'expertise scientifique*, *op. cit.*
13. H. Desbrousses & B. Peloille, « Représentations communes du peuple, de la dissemblance à la rupture ? », *Cahiers pour l'analyse concrète*, 68-69, 2011, p. 211-233.
14. P. Durand, « Peuple absent, peuple introuvable : le fantôme du XIX^e siècle », *Hermès*, 42, 2005, p. 38-46.

15. Dans les transcriptions, / et \ indiquent une intonation montante ou descendante, (.) (..) (...) des pauses intra-répliques plus ou moins brèves ; deux signes [superposés marquent le début d'un chevauchement. Les élisions sont notées par une apostrophe. Les allongements sont notés par un deux points : . Les capitales notent un segment plus fortement accentué. Les indications entre crochets indiquent des comportements paraverbaux ou non verbaux dont la correspondance avec la chaîne verbale est spécifiée par un soulignement. XX note un segment inaudible.

16. D. Boy, P. Roqueplo & D. Donnet-Kamel, « Un exemple de démocratie participative : la "Conférence de citoyens" sur les organismes génétiquement modifiés », *Revue française de Science Politique*, 4-5, 2000, p. 779-810 ; p. 783.

17. G. Boëtsch, « Le peuple, hier et aujourd'hui », *Hermès*, 42, 2005, p. 86-91.

18. « Ce qui amène le populisme », écrit Boëtsch (*ibid.*, p. 89), « c'est une non-reconnaissance de maturité politique, une infantilisation de la masse silencieuse (opposition entre peuple et population), une mise en tutelle, c'est-à-dire la pastorale chrétienne dans laquelle le peuple est l'entité docile que l'on doit protéger. » En cela, le populisme est incompatible avec une citoyenneté pleinement assumée.

19. C. Le Bart, « L'analyse du discours politique : de la théorie des champs à la sociologie de la grandeur », *Mots. Les langages du politique* [En ligne], 72, 2003, mis en ligne le 29 avril 2008, consulté le 10 octobre 2012. URL : <http://mots.revues.org/6323>.

20. B. Pouly, « Comment les représentants du peuple se représentent le peuple », *Cahiers pour l'analyse concrète*, 48, 2001, p. 81-92.

21. H. Desbrousses & B. Peloille, « Représentations communes du peuple, de la dissemblance à la rupture ? », *op. cit.*

22. La mention des prénoms ne suffit pas à exclure d'autres désignations plus contestables, comme la description identificatrice « cette charmante dame », utilisée par un expert pour référer à Shérazade lors de la table ronde sur les nanotechnologies dans le domaine militaire.

23. F. Chateauraynaud & M. Doury, « Le rôle des événements dans la portée des arguments : une affaire de 'précédents' », dans D. Londei, S. Moirand, S. Reboul-Touré & L. Reggiani dir., *Dire l'événement : langage, mémoire, société*, Paris, Presses Sorbonne nouvelle, 2013, p. 267-283.

24. L'article de Guston (« Evaluating the First US Consensus Conference : The Impact of the Citizens' Panel on Telecommunications and the Future of Democracy », *op. cit.*) sur l'évaluation de la conférence de consensus américaine sur les télécommunications souligne qu'au terme du processus, les membres du panel ont le sentiment d'avoir progressé tant dans leur connaissance du contenu du dossier que sur les questions procédurales, et d'avoir évolué dans la façon dont ils se voient comme citoyens. Ils regrettent en revanche de n'avoir pas bénéficié d'un « vrai » mandat, permettant à leur avis d'influencer les prises de décision.

AUTEUR

MARIANNE DOURY

CNRS, Laboratoire Communication et Politique, Paris